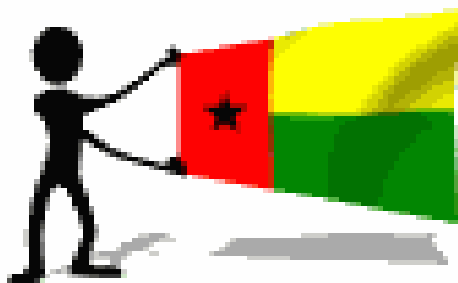


**Needs-Based
Climate Finances
Strategy**



REPUBLIQUE DE LA GUINÉE-BISSAU

Atelier sur Stratégie de Financement Climatique basée sur
les Besoins pour la CEDEAO / **Guinée-Bissau**

26 Octobre 2020

Plan de présentation



I - Besoins

II - Priorités

III - Expériences

IV – Obstacles à l'accès

I - Besoins



Renforcement des capacités du pays, dans la mobilisation des financements adéquates, prévisibles et durables et gestion efficace des ces fonds, pour minimiser les effets du changement climatique et promouvoir le développement

- Formation dans l'élaboration des Concepts Notes Fonds Vert Climat et Projets Climatiques;
- Renforcer le mécanisme de gouvernance et la capacité de suivi des flux de finance climat existants; Evaluation des impacts économiques d'Adaptation et leurs co-bénéfices;
- Créer et consolider un Système d'Inventaires des Gazes à Effet de Serre (GES) et Elaboration de scénarios d'émissions des GES ;
- Transfert de Technologies - outils et méthodologies d'analyses de mitigation (COMAP, LEAP, RETScreen, Analyses Multicritères, etc...);
- Amélioration de la production, collecte et analyse des données et mise en place de système de MRV;
- Accès à des données climatiques fiables et robustes.

II - Priorités



- Actualisation/Révision de la CDN (CEDEAO/Expertise France, CILSS/CRA, PNUD, BAD); et renforcement des capacités; Volet Atténuation et Adaptation
- Mobilisations des ressources externes et fonds national / éliminations des barrières;
- Intégration de thématiques du CC dans les politiques, stratégies et plans du développement à l'échelle nationale et sub-régionale;
- Actions de réduction des risques de catastrophes naturelles (protection civile); Administration territoriale (cadastre, ordonnance forestier, agricole et urbain); Efficacité énergétique (y compris domestique, transports) et énergies renouvelables; validation climatique (*Climate proofing*) des infrastructures;
- Établissement de nouveaux partenariats et implication du secteur privé;
- Adaptation des systèmes agricoles; Gestion durable des terres et l'eau; Protection des systèmes côtiers; Protection de la biodiversité;
- Mise en œuvre du Projet de Renforcement d'Information Climatique et Système d'Alerte Précoce; et du Plan d'Actions du Cadre National des Services Climatiques

III - Expériences



- Fondation BIOGUINE - mécanisme créé pour capter les financements publics pour financer de façon durable les actions de conservations de la biodiversité en Guinée-Bissau;
- FONDS DE L'ENVIRONNEMENT – créé par le Gouvernement pour financer les actions climatiques en Guinée-Bissau;
- STRATEGIE ET PLAN D' ACTIONS DU FINANCEMENT DURABLE pour l'Adaptation;
- PROGRAMME PAYS FONDS VERT CLIMAT

Les expériences sont encore dans une phase embryonnaires.

IV - Obstacles à l'accès



Barrières politiques

- DENARP inclut aspects liés aux CC, mais manque cohérence entre politiques et plans de différents secteurs;
- Disponibilité limitée de l'information et d'expertise technique sur les options disponibles;
- Synchronisation limitée entre les processus politiques et techniques,

Barrières juridiques

- Absence de réglementation des lois;
- Législation de protection d'investisseur; fonctionnement de la justice;
- Absence du cadastre, gestion de territoires,

Barrières Institutionnelles

- Fonctionnement des institutions; carence des ressources; inefficacité des processus, grand mobilité des décideurs et cadre capacités;
- Non fonctionnement de la Commission CC; et de l'AND;
- Difficultés à évaluer les besoins financiers et humains,

Situation économique et fiscal du pays

- Processus d'élaboration du Budget et du plan d'investissements;
- Allocation des ressources – gestion des dépenses publiques;
- Ressources financières internationales vs nationales;
- Problèmes des taxes – besoins de plus d'efficacité fiscale;
- Difficultés à évaluer les impacts économiques et leurs co-bénéfices,

Relations entre Bailleurs et investisseurs – image du pays

- Instabilité et Corruption;
- Fonctionnement de la justice – expropriation, confiscation, respect de la propriété;
- Know-how pour l'implémentation des activités pour part de staff et communautés;
- Manque d'implication du secteur privé;
- Défaut de capacités ou de personnels disponibles au niveau national.



**Merci de votre
aimable attention!...**